



Innovation: ce que cache le tableau de bord de l'UE

Revue de détail de ces 25 indices qui placent le Luxembourg en 5^e position. Pages 54 et 55

New Yorker Finanzaufsicht will Bitcoin-Handel regulieren

Bis Ende des zweiten Quartals 2014 soll der Entwurf für ein Regelwerk vorgelegt werden. Seite 56



Gaston Reinsch a été reçu par Janet Yellen

Washington. Dans le cadre d'une série de visites de travail à Washington, Gaston Reinsch, président de la Banque centrale du Luxembourg, a été reçu par Janet L. Yellen, présidente de la Réserve Fédérale américaine (FED), pour une réunion de travail bilatérale. Les discussions ont porté essentiellement sur la situation économique et monétaire de la zone euro et des Etats-Unis. (C.)

Xavier Bettel en visite chez LuxConnect

Bissen. LuxConnect a reçu hier la visite du Premier ministre, Xavier Bettel, en son centre de données DC2 à Bissen. LuxConnect construit actuellement son quatrième datacenter à Bettembourg. Le bâtiment doté d'une vingtaine de salles serveur (+/-5.000 m²) et opérationnel en 2015, contribuera à attirer au Luxembourg encore davantage de grands acteurs.

Leasinvest: ces 19,5 millions dans l'hôtel Rix

Luxembourg. Selon son rapport annuel, Leasinvest Immo Lux, la filiale à 100 % de Leasinvest Real Estate SCA, a vendu, le 11 mars 2013, un immeuble de bureaux de 4.928 m², situé avenue Pasteur à Luxembourg-Limpertsberg, à un des fonds immobiliers de la société d'investissement allemande aik Immobilien-Kapitalanlage-Gesellschaft mbH pour un montant net d'environ 19,5 millions d'euros. Le produit de cette vente a été réinvesti dans le développement de l'ancien hôtel Rix, au 20, boulevard Royal, où un nouvel immeuble sera construit, dont la réception est prévue au cours du printemps de 2015, comme nous l'indiquions dans notre édition d'hier. Ce qui ne veut pas dire que cette somme soit allée à la famille Rix, mais dans l'hôtel Rix. Nos excuses. (T.L.)

Guichet unique PME und die Berufskammern

Luxembourg. Im Sinne der wirtschaftlichen Entwicklung im Norden des Landes haben die Handelskammer und die Handwerkskammer ihre erfolgreiche Zusammenarbeitsvereinbarung mit dem „Guichet unique PME“ verlängert. Der „Guichet unique PME“ ist eine lokale Einrichtung, die Unternehmen und Unternehmensgründern im ländlichen Raum kostenlose Unterstützung leistet. Diese Unterstützung ist für kleine und mittlere Unternehmen gedacht, die in einer der 14 am Projekt beteiligten Gemeinden angesiedelt sind, bzw. werden sollen. Die Aufgaben teilen sich in vier verschiedene Tätigkeitsbereiche: individuelle Unternehmensberatung, Weiterbildungskurse, Verstärkung des regionalen Dynamismus und Unterstützung für Gemeindefunktionen. (C.)

Avec le secrétaire général de l'Académie internationale anticorruption

«Le problème, c'est l'autre»

1.000 milliards de dollars par an, montant de la corruption, selon la Banque mondiale

PAR THIERRY LABRO

Pour son 33^e déjeuner mensuel de la finance, l'Institut pour l'intégrité financière globale a invité hier au Cercle Munster l'Autrichien Martin Kreutner, secrétaire général de l'Académie internationale anticorruption. Sans appeler à la patience, l'ancien «Monsieur Propre» autrichien a rappelé que la lutte anticorruption n'avait véritablement commencé à s'organiser qu'en 1977 aux Etats-Unis... et vingt ans plus tard au niveau mondial.

«Depuis que je m'en suis occupé, la corruption est interdite par la loi en Autriche.» Devant une audience amusée, le secrétaire général de l'Académie internationale anticorruption, Martin Kreutner, commence par un trait d'humour avant de se lancer dans un tour d'horizon très complet de la corruption.

«La corruption, ce sont chaque année mille milliards de dollars, selon le rapport de la Banque mondiale de 2004!», a-t-il dit. «Selon le baromètre de l'Union européenne, elle atteindrait 120 milliards d'euros dans l'UE! Six Etats sur dix disent que la corruption a augmenté au cours des trois dernières années. Selon les sondages, 76 % des personnes interrogées pensent que les partis politiques sont corrompus. Si vous demandez aux mêmes personnes, ils répondent que les plus corrompus sont les politiques, devant les policiers.» Et M. Kreutner poursuit: «Seules 11 % des personnes interrogées répondent que les mesures prises par les gouvernements sont utiles. Pour les autres, la corruption a des effets sur le terrorisme, les conflits régionaux ou encore le crime organisé. Le problème, c'est toujours l'autre! Si vous vous adressez aux politiques, on désigne toujours l'Afrique ou l'Asie. Si vous demandez à



L'orateur du TIGFI, Martin Kreutner, entre David Clark et Jacques Santer, a défendu une approche globale de la lutte anticorruption, incluant prévention et éducation. (PHOTO: GUY JALLAY)

l'homme de la rue, 73 % répondent que la corruption a augmenté en Europe et 67 % en Amérique du Nord.»

Dans une étude de 2011 qui s'interrogeait sur la dimension «culturelle» de la corruption dans les affaires, deux Européens sur trois affirmaient que cela faisait partie du jeu. Pays où le «oui, cela fait partie du jeu» est le plus élevé en Europe? Chypre, devant l'Italie, la Grèce, la République tchèque et la Slovaquie. Le Luxembourg est en queue de peloton avec 35 % de «oui».

«Quand on se demande comment lutter», poursuivait M. Kreutner, «on évoque la plupart du temps la loi, les dispositifs légaux, un nouveau tour de vis.

Mais à l'académie, nous préférons, comme à l'ONU, croire en quatre axes en tout: nous y rajoutons la prévention, l'éducation et la coopération.»

La première convention a été mise sur pied aux Etats-Unis en 1977, vingt ans avant les conventions de l'OCDE, du Greco et de l'Union européenne.

«Il y a des choses sur lesquelles j'aimerais insister. D'abord, l'Allemagne n'a pas ratifié la convention des Nations unies, l'UNCAC. C'est dans le programme de la nouvelle coalition et c'est souvent demandé par les acteurs économiques eux-mêmes qui veulent pouvoir évoluer dans un univers mondialisé. Le secteur privé doit d'ailleurs être davantage impliqué

dans ces développements, et pas seulement le citoyen. Il n'existe pas de juridiction transnationale ou internationale sur ces questions mais je pense que ceux qui font des affaires en Grande-Bretagne vont devoir garder en mémoire ce qu'implique le UK Bribery Act de juillet 2011!»

A son niveau, l'Académie organisera son premier master en anticorruption du 4 au 12 juillet prochain pour 70 post-graduates. Comme autant de messagers de la lutte anticorruption qui prendra du temps. «Aujourd'hui, nous n'en sommes qu'au début. Il faut aussi admettre que la corruption n'est pas perçue partout de la même manière et ne peut pas être réglée de la même façon.»

TIGFI, centre d'excellence dans un pays qui veut progresser

Onzième du dernier baromètre de Transparency International sur la corruption avec 80 points, comme un an plus tôt, le Luxembourg n'a pas à rougir. Les meilleurs sont toujours les pays du nord de l'Europe, a expliqué M. Kreutner.

«Plus des trois quarts des citoyens européens, et 42 % des Luxembourgeois, estiment pourtant que la corruption est très répandue dans leur propre pays. Seulement 1 % des Luxembourgeois déclarent avoir été explicitement ou implicitement invités à payer un pot-de-vin au cours de l'année écoulée, alors que la moyenne européenne se situe à 4 %», explique la Commission européenne dans son propre rapport, publié

la semaine dernière. Pour le Luxembourg, le rapport dit que «la taille réduite du monde des affaires luxembourgeois et le manque de règles en matière de lobbying et d'accès à l'information créent cependant un risque de conflits d'intérêts.»

La Commission européenne invitait donc le pays à «renforcer ses règles en matière de conflit d'intérêts et adopte une législation sur l'accès public à l'information. Les ressources consacrées à la lutte contre la criminalité financière et économique devraient être augmentées». L'Institut prend ainsi encore un peu plus de sens au regard du rapport de la Commission européenne.

Le 20 avril 2009, onze personnes, dont Jacques Santer, Michel Maquil (président du Luxembourg Stock Exchange) ou encore Lucien Thiel, créaient «The Luxembourg Institute for Global Financial Integrity» ou LIGFI, devenu deux ans plus tard TIGFI, comme un centre d'excellence et un forum autour des questions d'éthique et d'intégrité dans les standards du commerce et dans les pratiques du secteur financier.

Les onze hommes se mettaient d'accord pour se focaliser sur la régulation, la supervision et le renforcement de ces réglementations, la compliance avec la loi et les réglementations, la gouvernance et la responsabilité sociale, la lutte contre le

blanchiment d'argent et celle contre la corruption, le crime organisé et la corruption. Avec quatre postulats de base: l'honnêteté, la transparence, la responsabilité et l'obligation de rendre compte. Ses déjeuners mensuels sont l'occasion d'apporter de nouveaux éléments sur les quatre chapitres pour lesquels l'institut entend être un centre d'excellence et un forum. Le prochain qui aura lieu le 2 avril, verra le directeur général sortant du Fonds européen d'investissement, Richard Pelly, évoquer les mythes et la réalité du marché du Private Equity.

Renseignements et réservation sur www.tigfi.org